



# Où en est la Suisse dans la mise en oeuvre de la cyberadministration ?

Conférence eVanti.ch, Genève, le 29 avril 2005

Jean-Jacques Didisheim

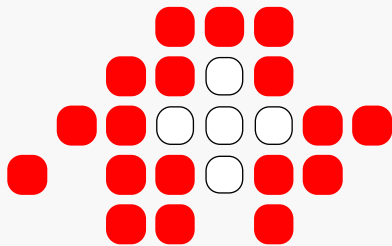
[jean-jacques.didisheim@isb.admin.ch](mailto:jean-jacques.didisheim@isb.admin.ch) / [www.isb.admin.ch](http://www.isb.admin.ch)

Informatikstrategieorgan Bund ISB

Unité de stratégie informatique de la Confédération USIC

Organo strategia informatica della Confederazione OSIC

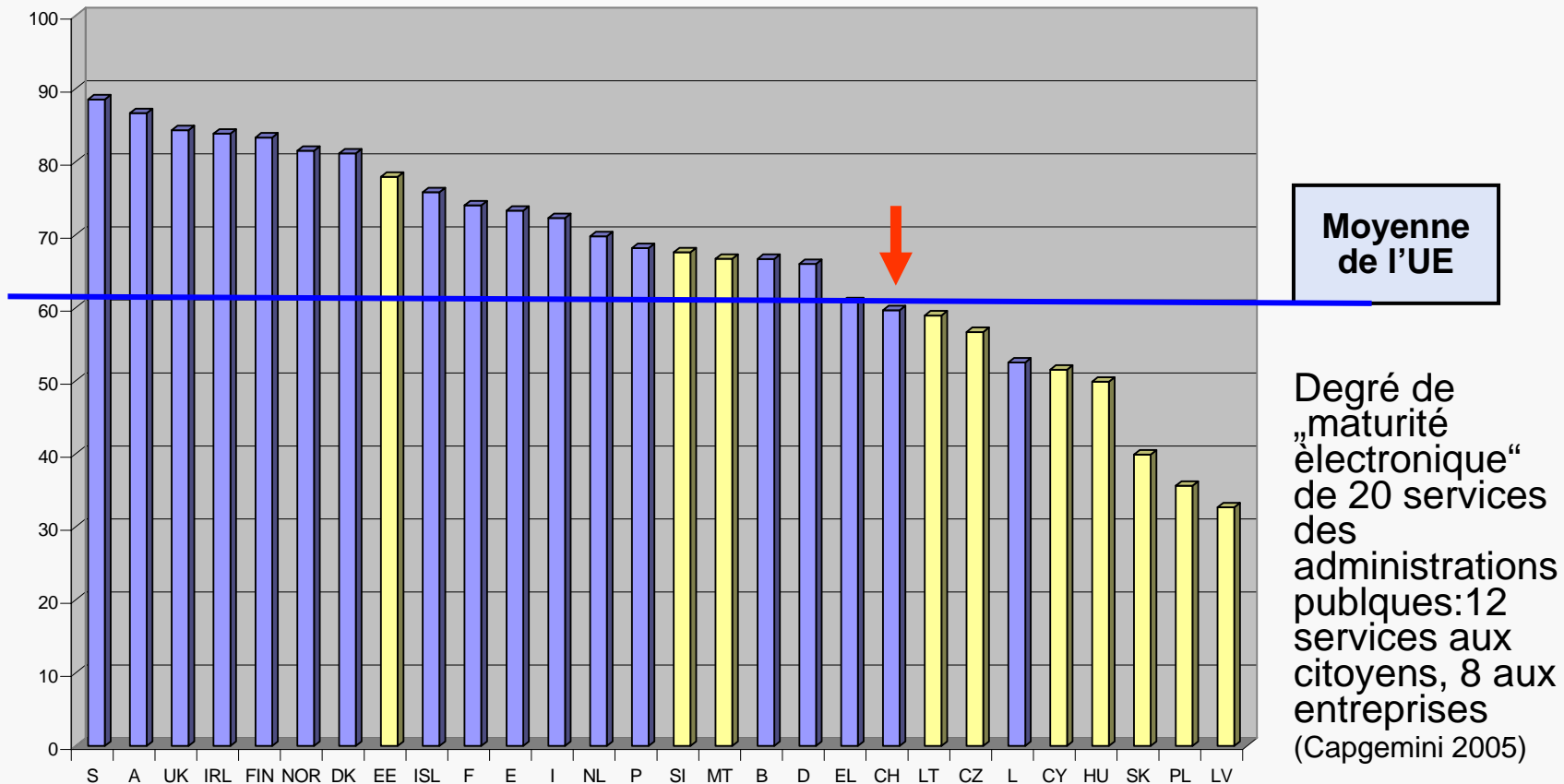
Organ da strategia informatica da la confederaziun OSIC





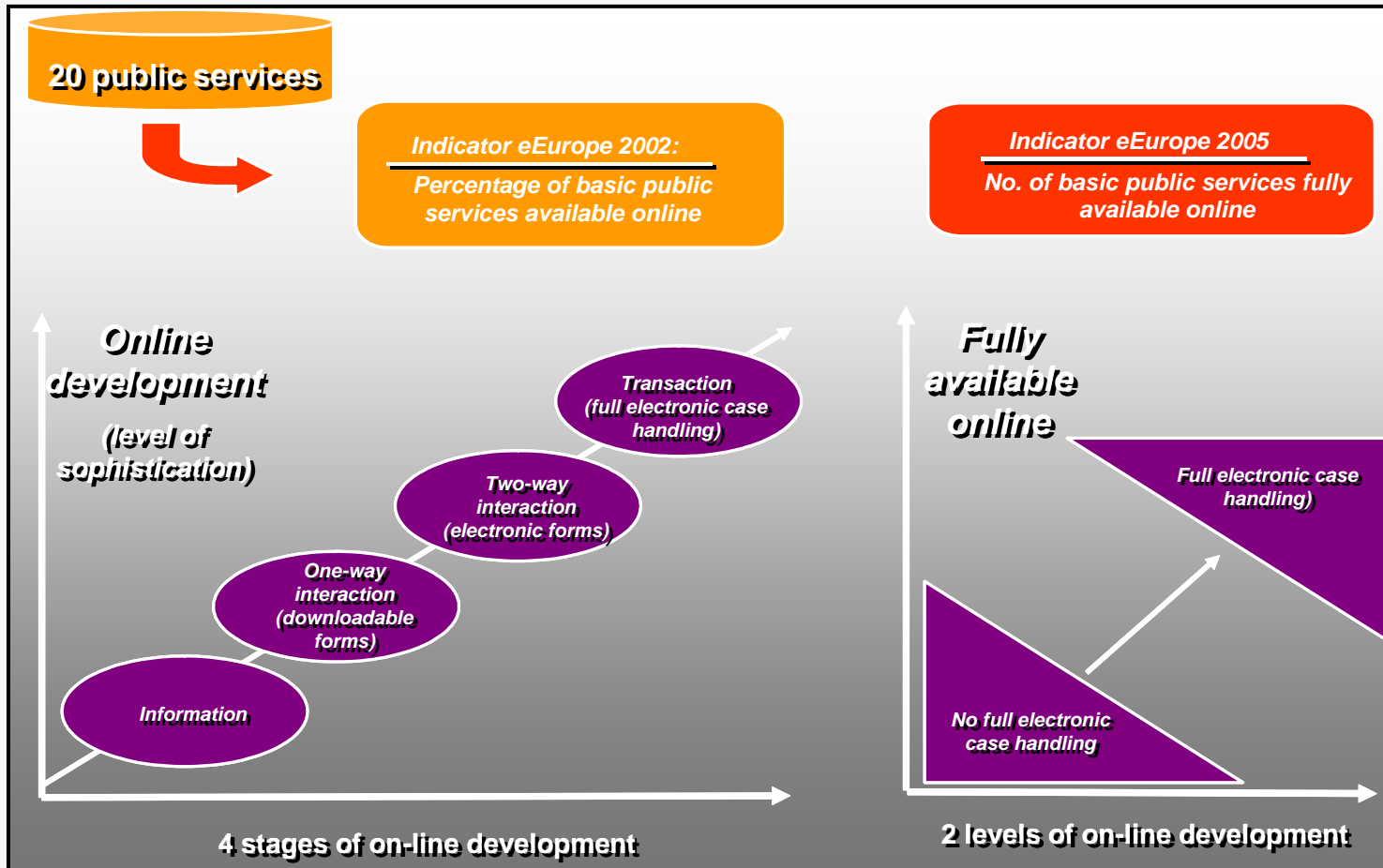
# La Suisse classée dans le bas du tableau

(„online sophistication“, résultats 2004 de l'étude européenne)





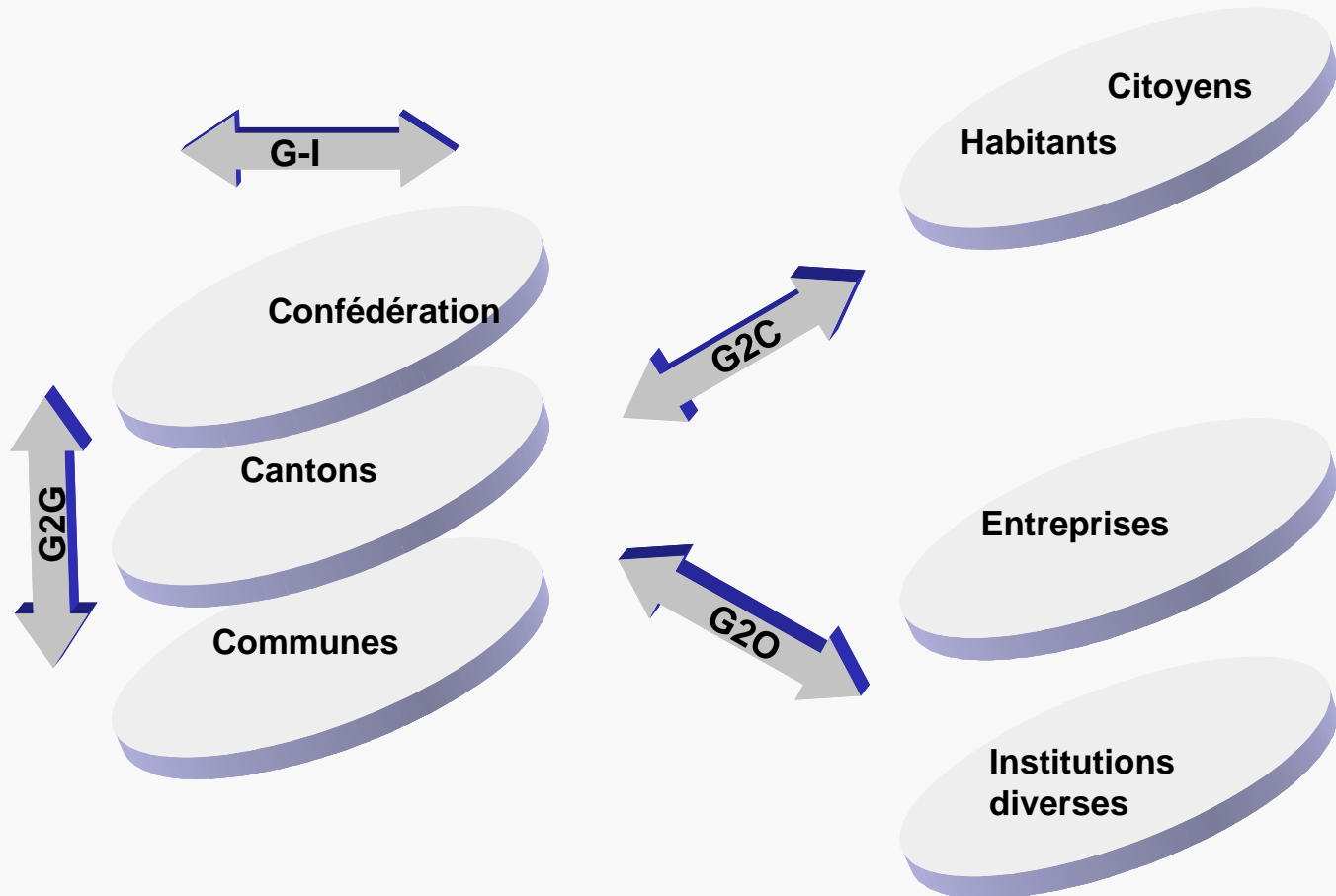
# Méthodologie de l'étude européenne



(Cappgemini 2005)

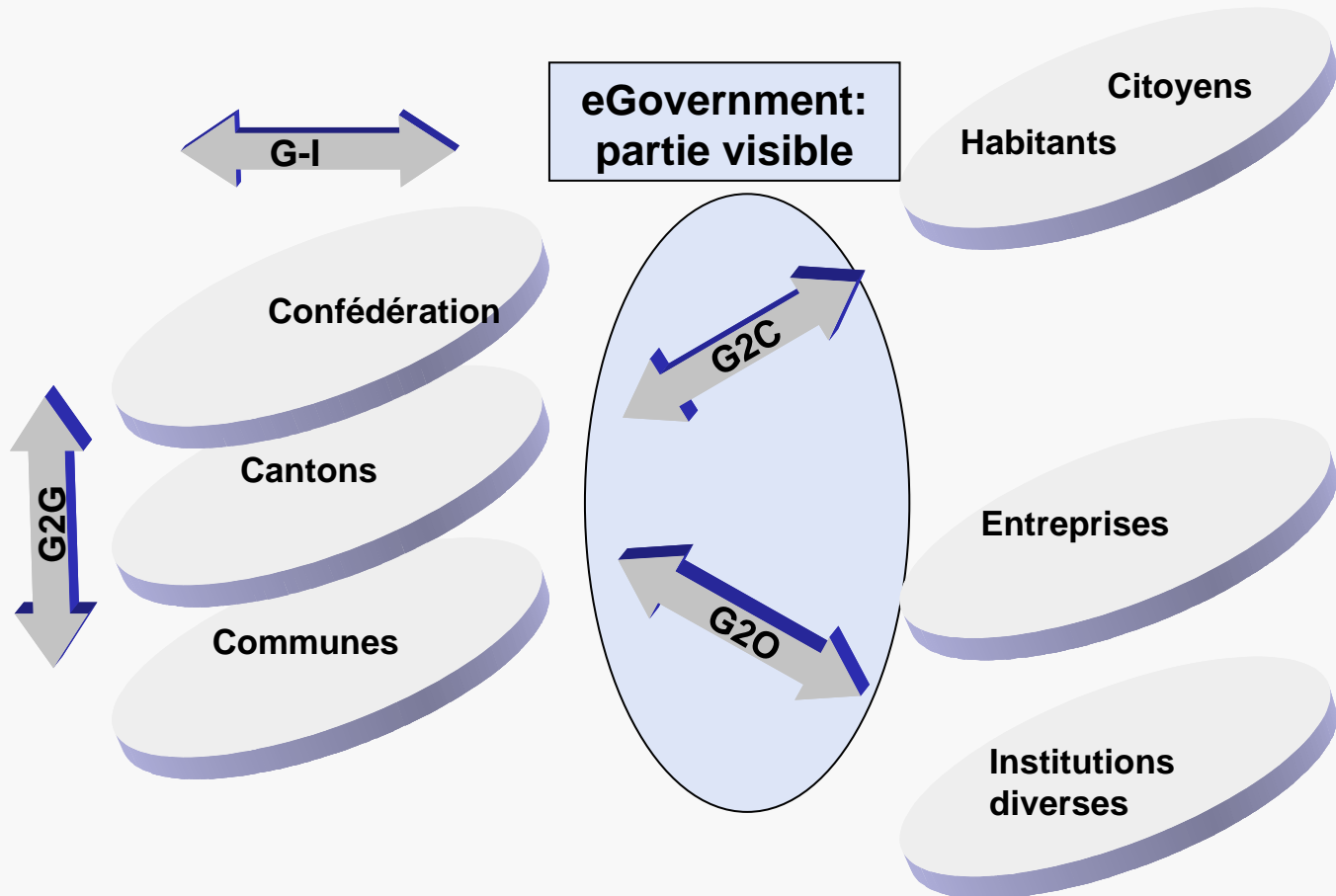


# eGovernment – acteurs et interactions

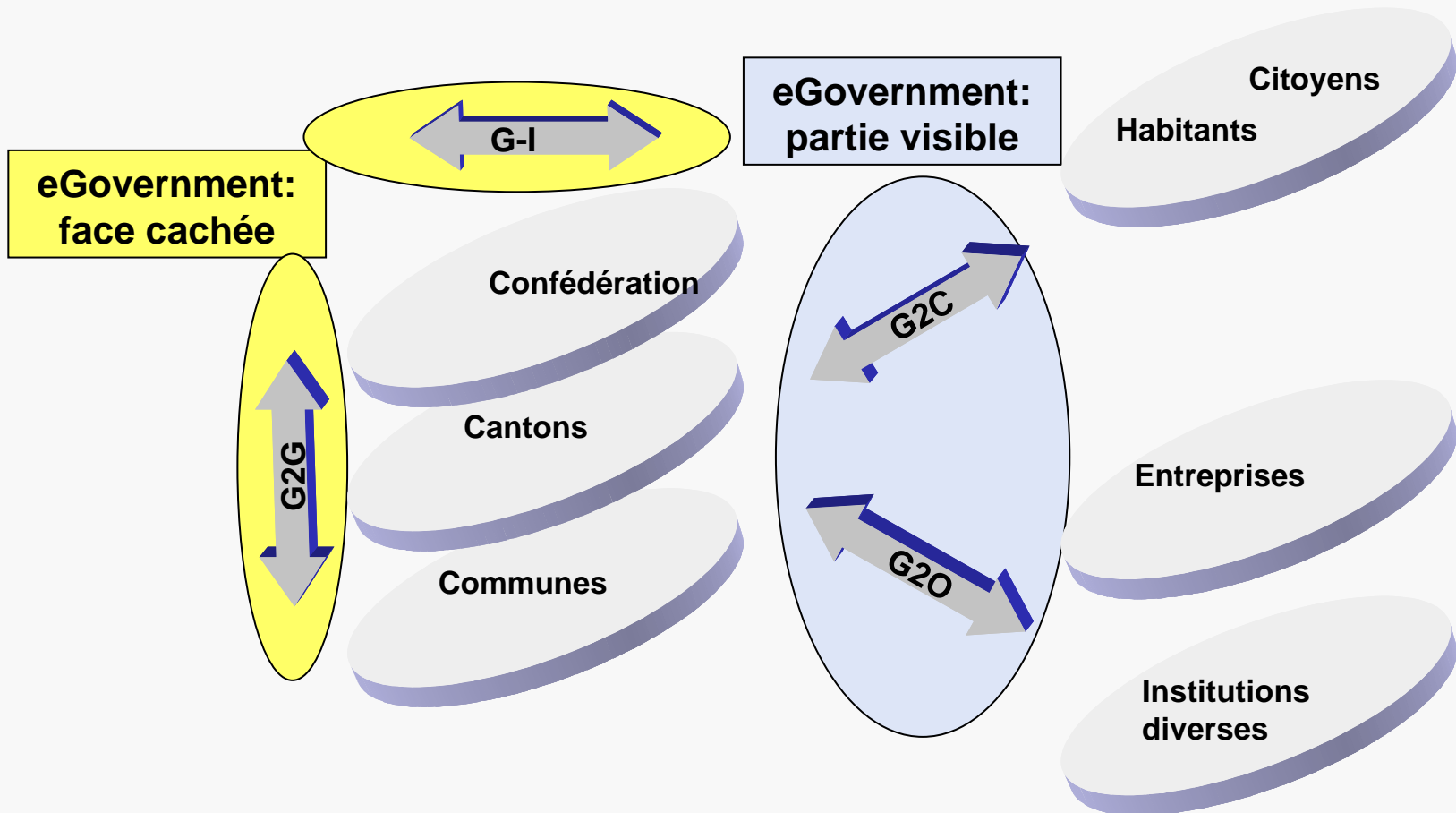




# eGovernment – acteurs et interactions



# eGovernment – acteurs et interactions





# eReadiness et eGovernment: le paradoxe helvétique

Benchmark	Focus of measurement	Swiss Ranking
The Economist <b>Global E-Readiness</b> Ranking 2005	General capability of the country in the information society (on the basis of nearly 100 criteria)	<b>4</b> (of 65)
World Economic Forum <b>Global IT Report</b> 2005	Networked Readiness Index (NRI): propensity to exploit the opportunities of ICT	<b>9</b> (of 104)
EU measurement of <b>online development</b>	Level of sophistication of 20 eGovernment services to citizens and economy	<b>20</b> (of 28)
EU measurement of <b>full online availability</b>	Percentage of the 20 eGovernment services with full transactional availability	<b>27</b> (of 28)





## Quels sont les causes des faibles performances suisses en eGovernment?

Une analyse comparative avec d'autres pays ainsi que les résultats d'enquêtes suisses permettent d'avancer 3 causes majeures aux faibles performances suisses en matière de cyberadministration

- le fédéralisme
- l'absence d'un identificateur numérique unique et la diversité des registres officiels
- un soutien politique jusqu'à présent insuffisant

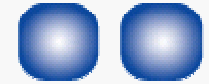


# Fédéralisme et eGovernment (1)

La majorité des services pouvant être mis en ligne sont du ressort des cantons et des communes.

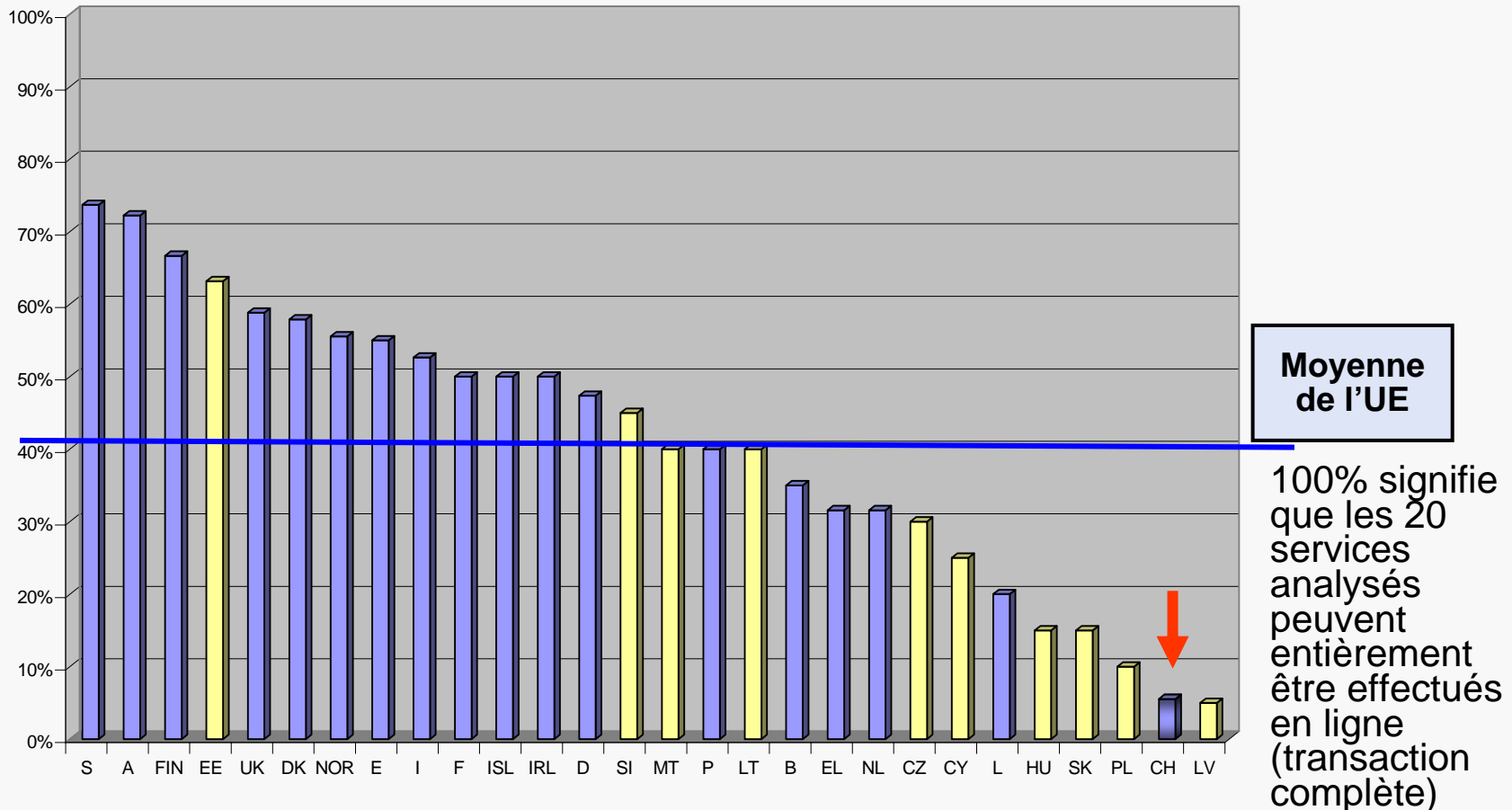
Par conséquent :

- l'offre en prestations électroniques diffère fortement suivant les cantons et les communes
- la mise en œuvre de (souvent très bonnes) solutions reste généralement limitée à un canton ou une commune, et ne profite donc à chaque fois qu'à un petit groupe d'utilisateurs
- des investissements sont effectués de nombreuses fois pour résoudre des problèmes identiques

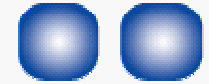


# Fédéralisme et eGovernment (2)

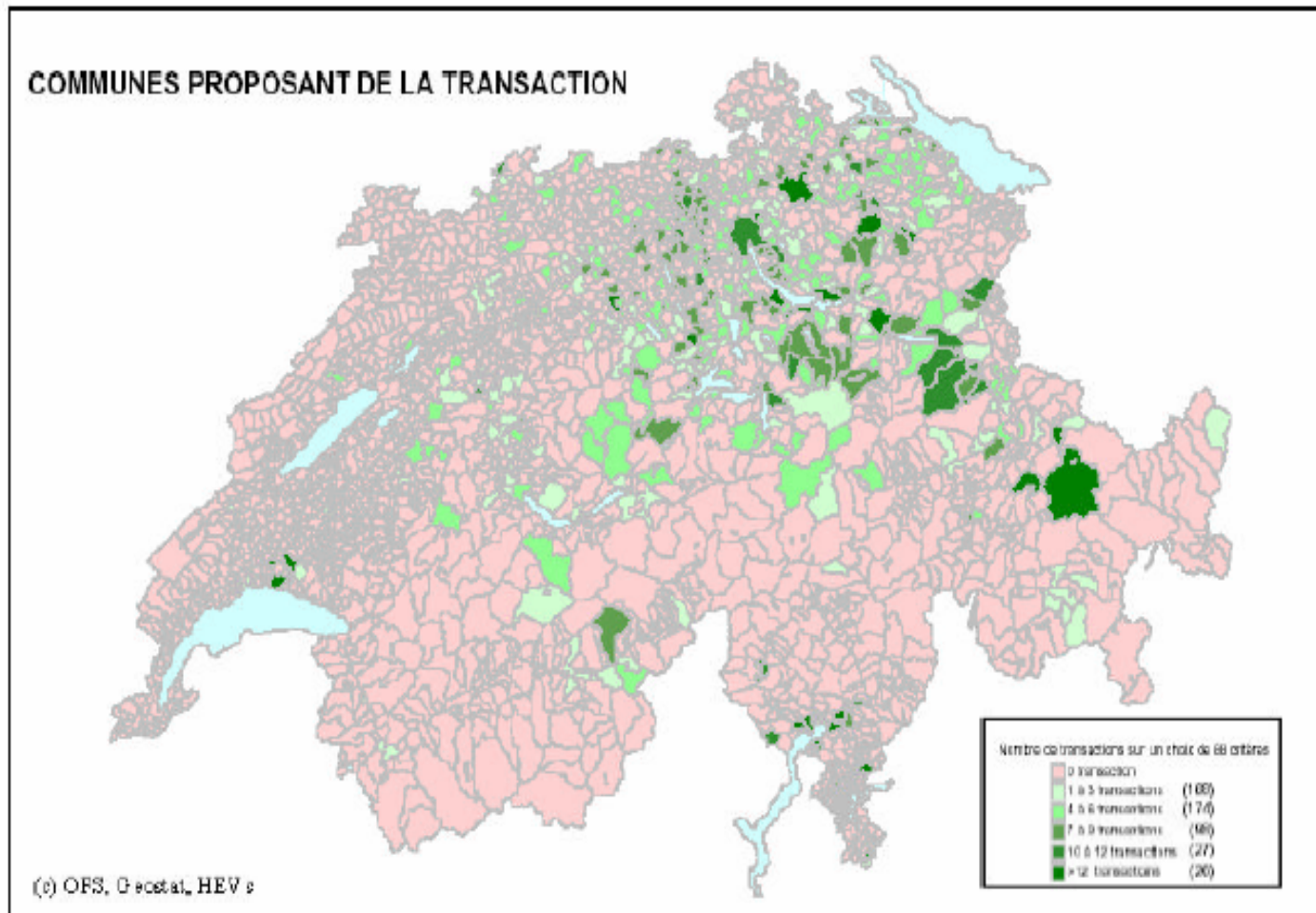
## Services intégralement disponibles en ligne



(Etude européenne, Capgemini 2005)



# Fédéralisme et eGovernment (3)



Source:  
Analyse de  
l'offre  
communale  
suisse de  
prestations  
transaction-  
nelles

Institut  
Economie &  
Tourisme  
HEVs

Sierre,  
novembre  
2003



## L'identification numérique des personnes (et des entreprises) facilite l'eGovernment

Les pays européens qui ont mis sur place un identificateur numérique uniforme pour leur population font partie des chefs de file en matière d'eGovernment (p. ex. les pays scandinaves, et plus récemment l'Autriche). Celui-ci simplifie le traitement électronique des procédures liées aux données personnelles.

En Suisse, l'introduction d'un tel identificateur fait l'objet de vifs débats depuis plusieurs années (protection des données, répartition des compétences entre les 3 niveaux fédéraux)



## Evolution comparée de la Suisse et de l'Autriche dans le classement européen

	Classement (sur 18)		Index online (sur 100)	
	Suisse	Autriche	Suisse	Autriche
Avril 2002	17	13	35	49
Octobre 2002	15	11	49	56
Octobre 2003	15	4	55	83
Octobre 2004	17	2	60	87

### eGovernment en Autriche

1999

- Portail [help.gv.at](http://help.gv.at)

2001

- Signature électronique
- ICT-Board
- Traitement électronique des dossiers sur une plateforme harmonisée (ELAK)

2002

- Carte d'identité électronique
- Identification numérique des personnes (ZMR)

2004

- Loi E-Government



## Deux initiatives de l'USIC pour promouvoir le déploiement de la cyberadministration

**eCH**

Normes pour la cyberadministration, développées et agréées au sein d'une association comprenant des représentants de la Confédération, des cantons, des communes, du secteur privé, des associations professionnelles et des milieux scientifiques

**eVanti.ch**

Echanges d'expériences entre les 3 niveaux fédéraux

Mise à profit des chances offertes par le fédéralisme (innovations locales, émergence de bonnes solutions)

Objectif: mutualiser les bonnes solutions, éviter les redondances, abaisser les coûts, accélérer la mise en oeuvre



# Quelques propositions pour accélérer la mise en oeuvre de la cyberadministration (1)

## Consolider et poursuivre les initiatives transversales

- eCH
- eVanti.ch

## Mener à bien quelques projets-clés, tels que:

- Loi sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes
- Loi sur l'identificateur personnel du secteur population
- Numéro unique d'identification des entreprises
- Plateforme électronique d'adjudication suisse simap2 (système d'information sur les marchés publics)
- Donner un nouvel élan à ch.ch



## Quelques propositions pour accélérer la mise en oeuvre de la cyberadministration (2)

### Renforcer l'engagement politique

Institutionnaliser un comité de pilotage de la cyberadministration en Suisse, constitué de responsables politiques au plus haut niveau de la Confédération, de cantons et de villes

### Stratégie

Faire le bilan de la stratégie *de la Confédération* de 2002

Elaborer une stratégie eGovernment *pour la Suisse*, sous la supervision du comité de pilotage, et dotée d'objectifs précis et agendés ainsi que d'un train de mesures